

**MINISTÈRE  
DE L'INTÉRIEUR***Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Marché public de fournitures  
soumis aux dispositions du Code de la commande publique

passé par appel d'offres ouvert  
en application des dispositions des articles L. 2124-2 et R. 2124-2 al.1 du Code précité

**Cahier des clauses particulières (CCP)  
ECLPN 2510**

**Systèmes embarqués de productions  
thermique et énergétique (2 lots)**

## SOMMAIRE

<b>Article 1 : Objet de l'accord-cadre.....</b>	<b>4</b>
<b>Article 2 : Cadre juridique et conditions de mise en concurrence de l'accord-cadre.....</b>	<b>4</b>
<b>Article 3 : Durée de l'accord-cadre.....</b>	<b>4</b>
<b>Article 4 : Étendue de l'accord-cadre.....</b>	<b>4</b>
<b>Article 5 : Documents contractuels.....</b>	<b>4</b>
<b>Article 6 : Conditions générales d'exécution.....</b>	<b>5</b>
6.1 : Échanges et correspondances.....	5
6.2 : Protection de la main d'œuvre et conditions de travail.....	5
6.3 : Assurance.....	6
<b>Article 7 : Clause sociale d'insertion.....</b>	<b>6</b>
7.1 : Dispositif d'accompagnement pour la mise en oeuvre de la clause sociale.....	6
7.2 : Modalités de contrôle.....	7
<b>Article 8 : Clause environnementale.....</b>	<b>7</b>
8.1 : Éco-conception des produits.....	7
8.2 : Réparabilité du matériel.....	7
8.3 : Conditionnements écoresponsables.....	7
8.4 : Limitation des transports.....	8
<b>Article 9 : Commande.....</b>	<b>8</b>
9.1 : Référence commandée.....	8
9.2 : Exclusivité.....	8
9.3 : Bons de commandes.....	8
<b>Article 10 : Conditions d'exécution des livraisons.....</b>	<b>8</b>
10.1 : Lieu de livraisons des fournitures.....	8
10.2 : Préparation des livraisons – conditionnement.....	8
10.3 : Remise des livraisons.....	9
10.4 : Délais de livraisons.....	9
10.5 : Prolongation - sursis au délai de livraison.....	9
10.6 : Opérations de vérification - transfert de propriété.....	10
<b>Article 11 : Pénalités.....</b>	<b>10</b>
11.1 : Pénalités pour retard de livraison.....	10
11.2 : Pénalités en cas de non-respect des obligations environnementales.....	11
<b>Article 12 : Prix de l'accord-cadre.....</b>	<b>11</b>
12.1 : Contenu.....	11
12.2 : Nature, forme et détermination.....	11
12.3 : Clause de sauvegarde.....	12
<b>Article 13 : Règlement financier.....</b>	<b>12</b>
13.1 : Avance.....	12
13.2 : Facturation.....	12
13.3 : Délai de paiement.....	13
13.4 : Intérêts moratoires.....	13
<b>Article 14 : Garantie.....</b>	<b>13</b>
<b>Article 15 : Sous-traitance.....</b>	<b>13</b>
<b>Article 16 : Clause de réexamen.....</b>	<b>14</b>

16.1 : Substitution de fourniture.....	14
16.2 : Ajout d'une nouvelle référence.....	14
16.2.1 : Innovation technique ou changement de porteur en cours de marché.....	14
16.2.2 : Rupture d'approvisionnement.....	15
<b>Article 17 : Points d'exécution de l'accord-cadre.....</b>	<b>15</b>
<b>Article 18 : Dispositions complémentaires pour le titulaire étranger.....</b>	<b>15</b>
<b>Article 19 : Résiliation d'un accord-cadre.....</b>	<b>15</b>
<b>Article 20 : Règlement des différends et des litiges.....</b>	<b>15</b>
20.1 : Procédure amiable.....	15
20.2 : Procédure contentieuse.....	16
<b>Article 21 : Dérogations aux documents généraux.....</b>	<b>16</b>
<b>Article 22 : Lot 1 « Système de chauffage gaz ».....</b>	<b>17</b>
22.1 : Chauffage additionnel fonctionnant au gaz liquéfié.....	17
22.2 : Kit de raccordement gaz.....	17
<b>Article 23 : Lot 2 « Système d'alimentation énergétique ».....</b>	<b>18</b>
23.1 : Modèles principaux.....	18
23.2 : Modèle alternatif (prestation supplémentaire éventuelle (PSE)).....	18

## PARTIE ADMINISTRATIVE

### Article 1 : Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet l'achat de systèmes embarqués de productions thermique et énergétique (2 lots), destinés à être aménagés dans les véhicules des forces de sécurité intérieure équipés par l'Atelier Central Automobile (ACA) de l'Établissement Central Logistique de la Police Nationale (ECLPN).

### Article 2 : Cadre juridique et conditions de mise en concurrence de l'accord-cadre

L'accord-cadre est soumis au Code de la commande publique et au cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Il est passé suivant la procédure de l'appel d'offres ouvert, en application des dispositions des articles L.2124-2, R.2124-2 al.1, R. 2131-12 al. 2 du Code pré-cité.

L'accord-cadre est constitué de 2 lots :

- Lot 1 « Système de chauffage gaz »
- Lot 2 « Système d'alimentation énergétique »

Chaque lot donne lieu à la conclusion d'un accord-cadre qui s'exécute par l'émission de bons de commande conformément aux articles L.2125-1 al. 1, R. 2162-1 à R. 2162-6 et R.2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il est mono-attributaire.

### Article 3 : Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une période ferme de 48 mois à compter de la date de notification.

### Article 4 : Étendue de l'accord-cadre

Chaque lot est passé sans montant minimum et avec un montant maximum indiqué ci-dessous :

Intitulé	Montant indicatif en € HT pour 4 ans	Montant maximum en € HT pour 4 ans
Lot 1 « Système de chauffage gaz »	240 000,00	800 000,00
Lot 2 « Système d'alimentation énergétique »	2 000 000,00	6 000 000,00

### Article 5 : Documents contractuels

L'accord-cadre est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, pour chaque lot, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et le bordereau des prix unitaires ;
- le présent cahier des clauses particulières ECLPN 2510 ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG FCS), approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- l'offre du titulaire ;
- le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

En cas de contradiction ou de différence entre ces pièces, elles prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Le représentant du pouvoir adjudicateur conserve les pièces constitutives de l'accord-cadre, pendant une durée minimale de cinq ans à compter de la fin de son exécution, conformément aux dispositions de l'article R. 2184-13 du Code de la commande publique.

Le titulaire reçoit une copie de l'acte d'engagement, du bordereau des prix unitaires et du présent CCP à la date de notification de l'accord-cadre.

## Article 6 : Conditions générales d'exécution

### 6.1 : Échanges et correspondances

Toutes les correspondances et les documents remis au titre de l'accord-cadre sont rédigés en français.

Toute notification faisant courir un délai s'effectue conformément aux dispositions de l'article 3.2 du CCAG de référence.

### 6.2 : Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Conformément à l'article 7 du CCAG de référence le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail. Il respecte et applique les grands principes de la norme ISO 26000 (responsabilité sociétale).

Le titulaire doit fournir tous les six (6) mois, à compter de la notification de l'accord-cadre, les documents énoncés à l'article D.8222-5 ou, pour les entreprises étrangères, aux articles D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

Lorsqu'il contrevient à ces dispositions, après mise en demeure restée infructueuse, l'accord-cadre peut faire l'objet d'une décision de résiliation aux torts du titulaire sans que ce dernier ne puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

### 6.3 : Assurance

Le titulaire de l'accord-cadre contracte les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du représentant du pouvoir adjudicateur et des tiers, victime d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il produit les documents justificatifs dès la notification de l'accord-cadre dans un délai de 15 jours et à tout moment durant son exécution, dans le même délai, à compter de la réception de la demande qui lui sera faite.

### **Article 7 : Clause sociale d'insertion**

Dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, il est fait application des dispositions des articles L.2111-1 et L.2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans cet accord-cadre une clause sociale d'insertion obligatoire.

Le titulaire de chaque lot devra participer à une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Cette clause oblige l'entreprise de la façon suivante :

- à la demande de l'acheteur, le titulaire devra participer activement à des réunions, forums, expositions, colloques (ou toute autre forme de présentation ou d'échange avec du public) portant sur l'emploi et l'insertion (axe social du Développement Durable). Le titulaire devra présenter les métiers présents en son sein ;
- la mobilisation sur ces actions sera subordonnée à une demande écrite du facilitateur mentionné à l'article 7.1 ci-dessous, et ne pourra se dérouler physiquement que sur le territoire de la Nouvelle-Aquitaine ;
- il ne pourra pas être demandé plus d'une intervention par année civile.

### 7.1 : Dispositif d'accompagnement pour la mise en oeuvre de la clause sociale

Afin de faciliter la mise en œuvre des clauses d'insertion, a été mis en place un dispositif d'accompagnement qui peut être sollicité en prenant l'attache du facilitateur :

MEF du Thouarsais  
M. Frédéric Mangeant  
7 rue Anne Desrays – 79100 Thouars  
Tél. : 07 77 94 03 35  
Courriel : [frederic.mangeant@thouars-communaute.fr](mailto:frederic.mangeant@thouars-communaute.fr)

## 7.2 : Modalités de contrôle

Il sera procédé au contrôle des actions pour lesquelles le titulaire du marché s'est engagé. Pour cela, lors de ses participations aux actions demandées, l'attributaire devra signer les feuilles de présence mises à disposition par l'organisateur et qui seront transmises au facilitateur. Celui-ci pourra également se déplacer sur les lieux des actions (forums, colloques...) afin de constater la présence et l'activité de l'attributaire.

En complément de cette transmission d'informations et pendant l'exécution du marché, le maître d'ouvrage peut, à tout moment, décider de faire un point d'étape sur le suivi de la clause avec l'entreprise attributaire. L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application des pénalités prévues à l'article 11.2 du présent CCP.

A l'issue de l'exécution du marché, lors de la réunion préalable à la réception des prestations, il peut être procédé, de façon contradictoire, au bilan de l'exécution de l'action d'insertion.

Si le titulaire rencontre des difficultés pour assurer son engagement, il en informe le plus rapidement possible par écrit le facilitateur mentionné ci-dessus, qui étudiera avec lui les moyens à mettre en œuvre. Dans le cas de difficultés qui entraînent ou ont entraîné le recours à des licenciements économiques, à de l'activité partielle ou à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur pourra annuler l'exécution de la clause sociale.

## **Article 8 : Clause environnementale**

L'accord-cadre est soumis aux dispositions de la loi « AGEC » n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire. De préférence le titulaire est certifié ISO 14001.

### 8.1 : Éco-conception des produits

Le titulaire devra proposer au cours du marché des produits écoconçus. Il sera nécessaire d'indiquer par lot les actions pour le recyclage et/ou la réutilisation des produits.

### 8.2 : Réparabilité du matériel

L'acheteur souhaite que les produits soient conçus de manière à être réparables, dans une démarche visant à améliorer leur performance environnementale en réduisant les déchets et leur impact écologique, ainsi qu'à optimiser les coûts sur le long terme.

Dans cette optique, le candidat doit inclure, au sein de son bordereau des prix unitaires la liste détaillée des pièces détachées constituant le matériel, ainsi que toute information pertinente sur leur disponibilité et leurs conditions de remplacement.

### 8.3 : Conditionnements écoresponsables

Tous les documents livrables sont mis à disposition de préférence au format dématérialisé (format .pdf ou équivalent) et ou sur supports en papier recyclé ou éco-labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (exemple : labels FSC, PEFC ou équivalent). Les enveloppes disposent d'un label EU Ecolabel, NF environnement ou équivalent.

Le titulaire s'engage à limiter au maximum le suremballage et proposer des produits dans un emballage réutilisable et écoresponsable.

#### 8.4 : Limitation des transports

Le titulaire doit également privilégier de préférence un mode de livraison avec des véhicules propres Crit'Air (certificat de qualité de l'air) :

- pour les véhicules utilitaires légers : inférieurs à 3 ;
- pour les poids lourds : inférieurs à 3.

### Article 9 : Commande

#### 9.1 : Référence commandée

Les références objet de l'accord-cadre sont celles listées au bordereau des prix unitaires (BPU).

#### 9.2 : Exclusivité

Le titulaire a l'exclusivité des commandes des fournitures relevant de l'accord-cadre.

Toutefois en cas d'inexécution des clauses du marché de la part du titulaire, le représentant pouvoir adjudicateur peut confier les prestations à un tiers et les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, conformément aux dispositions de l'article 45 et suivants du CCAG de référence.

#### 9.3 : Bons de commandes

Toute commande fait l'objet d'un bon de commande écrit et numéroté, généré par le centre de prestations financières (CPFi) du ministère de l'Intérieur et transmis par voie électronique. Le titulaire confirme systématiquement au « service à contacter » mentionné sur le bon de commande, l'enregistrement de la commande.

Les bons de commande émis peuvent être notifiés jusqu'au dernier jour de la période de validité de l'accord-cadre, sans que la durée d'exécution des prestations ne puisse excéder de plus de six (6) mois la date de fin de validité de l'accord-cadre.

### Article 10 : Conditions d'exécution des livraisons

#### 10.1 : Lieu de livraisons des fournitures

Les livraisons s'effectuent exclusivement à l'Établissement Central Logistique de la Police Nationale (ECLPN) - 1 rue Faraday – BP81600 – 87 022 LIMOGES Cedex 09, du lundi au vendredi de 8h00 à 11h30 et de 13h30 à 16h45, à l'Atelier central automobile (ACA).

#### 10.2 : Préparation des livraisons – conditionnement

L'emballage, le conditionnement en vue de la livraison, le chargement, l'arrimage ainsi que les opérations de livraison à proprement parler et de déchargement, sont effectués sous la responsabilité du titulaire de l'accord-cadre. Les colis comportent impérativement la mention « à livrer à l'ACA ».

Les commandes sont livrées franco de port.



Les conditionnements individuels sont impérativement recyclables par toute filière courante de traitement des déchets.

Aucune unité de conditionnement livrée ne doit excéder 2 tonnes.

### 10.3 : Remise des livraisons

Conformément à l'article 21.2 du CCAG de référence, toute livraison est accompagnée d'un bon de livraison qui précise notamment :

- la date d'expédition ;
- la référence à la commande (n°...) du marché ;
- l'identification du titulaire ;
- l'identification des fournitures livrées, et quand il y a lieu leur répartition par colis ;
- le numéro du ou des colis des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage.

Chaque colis porte de façon apparente son numéro d'ordre, tel qu'il figure sur le bon de livraison ou l'état. Il renferme l'inventaire de son contenu.

### 10.4 : Délais de livraisons

**Les délais de livraison maximum sont indiqués ci-dessous pour chaque lot indifféremment de la quantité commandée.** Le délai de livraison inclut les délais d'approvisionnement et de préparation des commandes, le délai de transport ainsi que le cas échéant la fabrication et validation d'une tête de série.

Le délai de livraison peut être suspendu pour congés :

- dans la limite de trois semaines en été,
- dans la limite d'une semaine en fin d'année.

Le titulaire adresse une demande de suspension de délai au représentant du pouvoir adjudicateur, deux mois avant la période de fermeture, qui peut accepter de suspendre les délais aux périodes pré-citées.

Par dérogation de l'article 3.1.2 du CCAG de référence , les délais commencent à courir à compter de l'envoi du bon de commande choris au titulaire.

Lot	Intitulé	Délai maximum en nombre de jours calendaires
1	Système de chauffage gaz	42
2	Système d'alimentation énergétique	30

### 10.5 : Prolongation - sursis au délai de livraison

Le représentant du pouvoir adjudicateur, conformément aux dispositions de l'article 13.3 du CCAG de référence, accorde une prolongation du délai de livraison sous réserve que :

- le retard prévisible de livraison soit du fait du représentant du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure,
- la demande écrite de prolongation de délai ait été faite dans les 15 jours à compter de la date à laquelle les causes faisant obstacles à la livraison dans les délais contractuels sont apparues ;
- la demande ne doit pas être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution des prestations.

Lorsque qu'un retard d'exécution est imputable à l'administration, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard.

Par ailleurs, le délai de livraison peut également être suspendu ou prolongé dans les conditions prévues à l'article 21.5 du CCAG de référence.

#### 10.6 : Opérations de vérification - transfert de propriété

Les opérations de vérification qualitative et de vérification quantitative sont effectuées par le représentant du pouvoir adjudicateur, dans un délai maximum de quinze jours après livraison conformément aux articles 27 à 30 du CCAG de référence.

Au terme de ces vérifications, dans le respect des articles pré-cités, le représentant du pouvoir adjudicateur prononce soit l'admission, soit l'admission avec réfaction, soit l'ajournement, soit le rejet des fournitures livrées.

En l'absence de notification d'une décision dans le délai imparti, les fournitures sont réputées admises.

L'admission des fournitures est systématiquement prononcée sous réserve des vices cachés. Elle déclenche d'une part le transfert de propriété de la fourniture conformément à l'article 31 du CCAG de référence et d'autre part les garanties associées au produit.

### Article 11 : Pénalités

#### 11.1 : Pénalités pour retard de livraison

En cas de retard dans l'exécution des prestations, le titulaire de l'accord-cadre encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités de retard, calculées par application de la formule suivante, conforme à l'article 14.1.1 du CCAG de référence :

$$P = V \times R / 1\,000$$

dans laquelle,

- P = le montant de la pénalité ;
- V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;
- R = le nombre de jours de retard.

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Le montant des pénalités est plafonné au montant de la prestation non exécutée dans les délais contractuels.

#### 11.2 : Pénalités en cas de non-respect des obligations environnementales

Le titulaire encourt une pénalité égale à 50 euros par jour ouvré de retard par document concerné en cas de non-transmission des renseignements demandés à l'article 7.2 du CCP.

Le délai court à compter du jour d'envoi de la relance de demande de transmission.

### Article 12 : Prix de l'accord-cadre

#### 12.1 : Contenu

Les prix proposés comprennent toutes les charges frappant obligatoirement la prestation y compris les frais de traitement de commande, tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à l'assurance, au transport jusqu'au lieu de livraison, à l'écoparticipation éventuelle et la garantie.

#### 12.2 : Nature, forme et détermination

Les prix sont exprimés de façon unitaire, par référence et quantité commandées. Les prix définitifs sont fixés au BPU.

Les prix sont révisables à la hausse comme à la baisse, tous les ans, à compter de la date d'anniversaire de notification de l'accord-cadre, par application de la formule « *Prix unitaire x Cn* » où Cn équivaut à :

$$Cn = 0,15 + 0,85 \times (\text{Indice } (n) / \text{Indice } (o))$$

dans laquelle :

- Indice (n) correspond à la valeur de l'indice de référence disponible à la date d'anniversaire de révision des prix ;
- Indice (o) correspond à la valeur de l'indice de référence disponible à la date limite de dépôt des offres.

Lot	Indice utilisé
Lot 1 « Système de chauffage gaz »	Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – A38 CJ, CPF 27 – Équipements électriques Prix de marché – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010764342
Lot 2 « Système d'alimentation énergétique »	

Si la série est arrêtée lors de l'exécution de l'accord-cadre, elle est remplacée par la série équivalente proposée par l'INSEE. Un coefficient de raccordement le cas échéant peut être utilisé. Ce changement est acté par avenant par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 10.2.1 du CCAG de référence, le prix de règlement est le prix en vigueur à la date de commande.

La demande de révision de prix est **présentée par le titulaire** de l'accord-cadre, **au plus tard 30 jours avant la date de révision des prix**, au représentant du pouvoir adjudicateur. Elle est accompagnée du détail de calcul du coefficient de révision issu des formules ci-dessus et de l'annexe des prix révisés mentionnant pour chaque ligne, le coefficient de révision requis.

En cas de défaut de communication du nouveau barème, le représentant du pouvoir adjudicateur peut effectuer la révision de prix de sa propre initiative si celle-ci est à la baisse.

#### 12.3 : Clause de sauvegarde

Pour chaque lot, la révision des prix unitaires est limitée à 5 % d'augmentation par an. Si l'évolution moyenne des prix entraîne une variation supérieure, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre sans indemnité.

Cette résiliation reste une faculté dont dispose l'administration. Celle-ci pourra prendre en compte des circonstances exceptionnelles, comme un contexte de forte hausse du prix des matières premières, sur la base de justifications fournies par le titulaire quant à l'impact de ces circonstances sur les prix de l'accord-cadre.

### Article 13 : Règlement financier

#### 13.1 : Avance

Une avance est accordée, sous réserve que le titulaire ne l'ait pas refusée dans l'acte d'engagement, pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois. Le montant de l'avance est fixé à 15 % du montant du bon de commande, par application de l'article R.2191-7 du Code de la commande publique si le titulaire de l'accord-cadre est une TPE ou PME le taux de l'avance est de 30 %.

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

Le remboursement de l'avance s'impute automatiquement sur les sommes dues au titulaire ; celui-ci ne doit pas en déduire le montant dans les factures qu'il établit.

#### 13.2 : Facturation

Après admission des fournitures, le titulaire établit une facture obligatoirement libellée en euros. Ce document comporte, outre les mentions légales obligatoires de l'article D.2192-2 du Code de la commande publique (n°SIRET, statut, etc), les éléments suivants :

- . l'adresse de facturation telle qu'elle figure sur le bon de commande,
- . le code service exécutant : MIOPTF1075, (MI zéro PTF mille soixante-quinze)
- . les références de l'accord-cadre (numéro à 10 chiffres),
- . les références du bon de commande (numéro à 10 chiffres),
- . les noms, adresse et numéro de téléphone du titulaire,
- . la domiciliation des paiements,
- . la date d'émission de la facture,
- . le numéro et la date du bon de livraison,
- . les références et désignations des fournitures, les quantités livrées,
- . les prix unitaires hors TVA,
- . le taux et montant de la TVA,

. le montant total TTC.

Cette facture est transmise de façon dématérialisée via le « Portail Chorus factures de l'Etat » : <https://chorus-pro.gouv.fr> à l'attention du « Destinataire Etat – SIRET 11000201100044 ».

*Si plusieurs livraisons sont réalisées pour une seule commande, le titulaire dépose sa facture après la livraison de l'ensemble des fournitures objet de la commande.*

Seule une copie de la transmission ainsi faite est adressée à l'ECLPN.

### 13.3 : Délai de paiement

Conformément aux dispositions des articles R.2192-10, R.2192-12 à R.2192-15 et R.2192-17 du Code la commande publique, le délai de paiement est fixé à trente (30) jours maximum à compter de la date de réception de la demande de paiement ou de la date de vérification de la conformité des prestations si celle-ci est postérieure.

### 13.4 : Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus ci-dessus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En cas de versement d'intérêts moratoires, ceux-ci sont augmentés d'une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement.

## Article 14 : Garantie

Par dérogation à l'article 33 du CCAG de référence, les fournitures sont garanties au minimum 2 ans à compter de la date de mise en circulation du véhicule dans lequel elles sont montées.

## Article 15 : Sous-traitance

Le titulaire peut, dans les conditions prévues aux articles L.2193-1 et suivants du Code de la commande publique, sous-traiter l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre. Cette sous-traitance est menée dans le respect des dispositions des articles R.2193-3 et suivants dudit Code.

Seule la sous-traitance des prestations de service est autorisée.

La présentation d'un sous-traitant peut se faire à l'aide de l'imprimé DC4 dont un modèle de déclaration de sous-traitance disponible à l'adresse internet suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

dûment rempli et signé par le sous-traitant et le titulaire, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant, ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

## Article 16 : Clause de réexamen

### 16.1 : Substitution de fourniture

Pour chaque lot, les fournitures, objet de l'accord-cadre, doivent demeurer identiques pendant toute la durée de celui-ci. Néanmoins, compte tenu de l'évolution rapide des technologies, le titulaire doit s'efforcer de maintenir l'équilibre entre les performances et le prix des matériels proposés initialement.

En cas de changement de modèle dû l'obsolescence du produit, le titulaire doit obligatoirement proposer des matériels de substitution présentant des caractéristiques identiques ou supérieures à celles des matériels à remplacer.

En outre, lorsque le titulaire constate que son offre initiale est technologiquement, écologiquement ou financièrement dépassée, il peut également proposer une substitution permettant à l'administration de bénéficier de matériels présentant un meilleur rapport performance globale/prix.

Le titulaire ne proposera pas au titre de cet article de matériels pour lesquels la fin de commercialisation est publiquement annoncée, programmée ou connue de lui.

Le titulaire adressera au pouvoir adjudicateur une demande de remplacement du matériel existant par le nouveau produit. Cette demande est accompagnée d'une documentation technique complète sur le nouveau produit proposé ainsi que d'un échantillon. Toute substitution ne peut intervenir qu'après accord du représentant du pouvoir adjudicateur.

Cette substitution n'est pas constatée par avenant, sauf si elle entraîne une évolution financière.

### 16.2 : Ajout d'une nouvelle référence

#### 16.2.1 : Innovation technique ou changement de porteur en cours de marché

À tout moment lors de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire fait part des évolutions techniques du produit objet du marché susceptible d'intéresser l'acheteur. L'acheteur peut demander au titulaire un échantillon de ce nouveau produit, ainsi que tous documents techniques (certificats d'homologations, notice d'utilisation etc).

Si un changement de porteur intervient en cours de marché (changement de titulaire UGAP, nouveau véhicule etc), il sera demandé au titulaire de développer des produits appropriés pour les 2 lots.

Conformément à l'article R.2194-1 du Code la commande publique, la présente clause de réexamen permet ainsi d'ajouter une référence de produit au présent accord-cadre sans nouvelle procédure de publicité et de mise en concurrence. La nouvelle référence doit être de la même famille de produit que l'objet de l'accord-cadre en question, présenter une innovation

technique ou intervenir suite à un changement de porteur. La nouvelle référence doit être conforme aux prescriptions techniques du présent CCP.

L'intégration d'une nouvelle référence à l'accord-cadre est réalisée par voie d'avenant.

#### 16.2.2 : Rupture d'approvisionnement

Conformément à l'article R.2194-1 du Code la commande publique, la présente clause de réexamen permet ainsi d'ajouter une référence, quel que soit son montant, sans nouvelle procédure de publicité et de mise en concurrence.

Cette clause s'applique si une des références, objet de l'accord-cadre, n'est plus approvisionnable par le titulaire sur une durée supérieure à 6 mois.

L'acheteur peut demander au titulaire un échantillon de ce nouveau produit, ainsi que tous les documents techniques afférents. La nouvelle référence doit être conforme aux prescriptions techniques du CCP et son intégration au BPU est soumise à l'accord exprès du pouvoir adjudicateur.

### **Article 17 : Points d'exécution de l'accord-cadre**

En fin d'année civile, le titulaire établit un bilan des prestations effectuées qui intègre le nombre et le montant des commandes reçues ainsi que les éventuelles difficultés d'exécution rencontrées.

Ce bilan est transmis au représentant du pouvoir adjudicateur et sert de base à un échange. Lors de cet échange, le représentant du pouvoir adjudicateur examine les difficultés d'exécution rencontrées et communique, à titre indicatif, ses perspectives de commandes pour les douze mois à venir.

### **Article 18 : Dispositions complémentaires pour le titulaire étranger**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Le titulaire étranger facture à la personne publique les prestations en prix hors taxes sur la valeur ajoutée.

### **Article 19 : Résiliation d'un accord-cadre**

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut résilier l'accord-cadre avant son terme conformément au chapitre 7 du CCAG de référence.

En cas de résiliation aux torts du titulaire, il peut être pourvu par la personne publique à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire.

### **Article 20 : Règlement des différends et des litiges**

#### 20.1 : Procédure amiable

La procédure de règlement amiable des différends ou litiges qui pourraient survenir en cours d'exécution du présent accord-cadre relève de l'article R.2197-1 du Code de la commande publique.

**20.2 : Procédure contentieuse**

Les litiges survenus en cours d'exécution du présent accord-cadre qui ne pourraient être résolus de façon amiable, par dérogation à l'article R.312-11 du Code de justice administrative, sont de la compétence exclusive du tribunal administratif de Paris (7 rue de Jouy – 75 181 PARIS Cedex 04, téléphone : 01.44.59.44.00 / fax : 01.44.59.46.46 / courriel : [greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr) / site Internet : <http://paris.tribunal-administratif.fr>).

**Article 21 : Dérogations aux documents généraux**

Articles du CCP introduisant ces dérogations	Articles du CCAG auxquels il est dérogé
11.4	3.1.2
13.2	10.2.1
15	33



## PARTIE TECHNIQUE

### Article 22 : Lot 1 « Système de chauffage gaz »

Les éléments constitutifs de ce lot peuvent être commandés séparément. Le chauffage additionnel est livré avec ses notices d'installation et d'utilisation.

#### 22.1 : Chauffage additionnel fonctionnant au gaz liquéfié

Tous les éléments nécessaires au bon fonctionnement et au montage sont compris dans l'offre du candidat. L'installation du chauffage est prévue à l'intérieur d'un véhicule dans un caisson. Le chauffage fonctionne exclusivement en air pulsé et fournit une puissance comprise entre 2 000 et 3 000 W. Le combustible est le gaz butane, en bouteille avec détendeur. L'alimentation électrique est du 12 V continu avec une intensité maximum de 3 A.

Le chauffage doit avoir un encombrement maximum :

- longueur : 400 mm ;
- largeur : 125 mm ;
- hauteur : 285 mm.

Le chauffage est piloté par un système digital de commande déporté avec thermostat intégré. La distance entre le chauffage et le système de commande est de 1,40 m minimum. Le dispositif de commande possède un mode d'utilisation du chauffage de type ventilation.

L'aspiration de l'air de combustion et l'évacuation des gaz brûlés se font par une cheminée ventouse en sortie plancher. Le kit ventouse contient tous les éléments nécessaires au fonctionnement, et notamment : 1 mètre de tuyau d'admission d'air, 1 mètre de tuyau d'évacuation des gaz brûlés, les brides, les ventouses, les colliers...

L'aspiration d'air ambiant et la projection d'air chaud se font par des bouches distantes du chauffage et reliées par une gaine souple.

Le chauffage est conçu de façon à ce que l'émission de nuisances sonores soit la plus faible possible (capotage, etc...).

La fourniture répond aux exigences en vigueur et notamment à celles des directives 2009/142/CE sur les appareils à gaz, 2001/56/CE, 2004/78/CE et 2006/119/CE sur les appareils de chauffage.

#### 22.2 : Kit de raccordement gaz

Le kit de raccordement gaz comprend 1 robinet détendeur butane, 1 lyre souple haute pression et 1 clé gaz.

Le robinet détendeur gaz butane est adaptable sur le réservoir type Campingaz 904, équipé d'une valve anti-fuite et d'un limiteur de débit. Il respecte la norme NF EN 12864 ou équivalent. Sa sortie doit être à 28 mbar et 500 g/h.

Son raccord d'entrée est de type G3 (M16x150) ; celui de sortie est de type H1 (M20x150).

La lyre souple haute pression est constituée d'une armature en inox d'une durée de vie illimitée. Elle a une longueur minimale de 35 cm. Son raccord d'entrée est de type : raccord tournant femelle 21.7 x 1.814 à gauche ; son raccord de sortie est de type : raccord tournant femelle M20 x 150. Elle est conforme à la norme NF ou équivalent.

La clé gaz permet le changement du réservoir type Campingaz 904. Elle est de préférence en plastique et de type « multifonctions ».

## Article 23 : Lot 2 « Système d'alimentation énergétique »

### 23.1 : Modèles principaux

Le système d'énergie comprend deux modèles pouvant être commandés séparément. Le système d'énergie est homologué R10. Ils sont constitués d'un unique bloc et destinés à être embarqués dans des véhicules.

Ils assurent les fonctions suivantes :

- batterie (capacité minimum de 100 Ah) ;
- chargeur permettant de charger la batterie à partir de l'alternateur piloté du véhicule ;
- chargeur permettant de charger la batterie à partir du réseau 220v 50 Hz ;
- convertisseur 12V continu => 220V 50 Hz, puissance en adéquation avec la capacité batterie du modèle (minimum 1500w et jusqu'à 3000w) ;
- panneau de commande avec affichage de la capacité restante ;
- commande permettant d'activer le 12V continu et une commande activant le 220V 50 Hz ;
- disjoncteur différentiel 30 Ma ;
- commande déportée permettant au minimum la mise en fonction des réseaux 12V et 220V ;
- système de fixation du bloc d'énergie permettant un montage et un démontage rapide du véhicule ;
- le cas échéant, plusieurs dispositifs peuvent être couplés afin d'augmenter l'énergie embarquée.

Le système dispose d'une coupure automatique des sorties 12V et 220V en cas de non utilisation durant une période prolongée. Le système doit préserver les batteries en particulier des décharges profondes. **Il est équipé d'un régulateur MPPT intégré.**

- Modèle 1 : Puissance minimale de 1500W et une capacité minimum de 100 Ah ;
- Modèle 2 : Puissance minimale de 3000W capacité minimum de 150 Ah.

### 23.2 : Modèle alternatif (prestation supplémentaire éventuelle (PSE))

Le candidat peut proposer, à titre facultatif, un bloc de 600W minimum en 12V qui doit être **le plus plat possible**.

La prestation supplémentaire éventuelle (PSE) sera retenue ou non au moment de la notification.